



MEMOIRE DE STRATEGIE

STRATEGIE DU ROI HASSAN II DU MAROC AU SAHARA OCCIDENTAL DE 1975 A 1985

Officier rédacteur: Chef d'escadrons LAFONT RAPNOUIL Jean-François

I. Objet : stratégie du roi Hassan II du Maroc au Sahara Occidental de 1975 à 1985.

II. Auteur : Chef d'escadrons LAFONT RAPNOUIL Jean-François.

III. Date: Février 2000

IV. Division : C6.

V. Nature du travail : Mémoire de stratégie.

VI. Résumé de synthèse :

Entre 1975 et 1985, la situation au Sahara Occidental a beaucoup évolué et le Maroc n'aura de cesse durant ces dix années de chercher à parachever l'annexion de ce territoire qu'il considère comme sien. Après avoir contraint les Espagnols à quitter la région et s'être partagé le Sahara avec la Mauritanie, Hassan II devra affronter le Front Polisario de plus en plus puissant et organisé, fortement soutenu par l'Algérie, tout en manœuvrant sur la scène internationale pour éviter l'isolement. En stratège éclairé, le roi fera en sorte durant cette période de gérer le conflit en jouant en permanence sur la triple dimension que revêt celui-ci : une dimension internationale et occidentale centrée sur le soutien vital de la France, des Etats-Unis puis de l'Espagne ; une dimension régionale marquée par l'évolution des rapports de force au sein du Maghreb ; enfin, une dimension intérieure caractérisée par des enjeux politiques cruciaux pour le roi et par la conduite à proprement parler des opérations armées.

VII. Mots clés : Maroc - Hassan II - Sahara Occidental - Front Polisario - Maghreb - Stratégie des «murs» - «Marche verte».

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1^{ERE} PARTIE : les puissances occidentales : des alliés de poids.

11. Une juste perception du rôle stratégique du Maroc.
12. L'appui inconditionnel des Etats-Unis et de la France.
13. L'Espagne : des rapports de force à l'avantage d'Hassan II.

2^{EME} PARTIE : les enjeux maghrébins.

21. La Libye : une attitude ambiguë et inconséquente.
22. La Mauritanie : une alliance défectueuse.
23. L'Algérie : un adversaire de taille.

3^{EME} PARTIE : exemple de deux stratégies novatrices.

31. La "Marche verte".
32. La stratégie des "murs".

CONCLUSION

ANNEXES

- Cartographie.
- Chronologie historique.

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

Le Sahara Occidental comprend le Saguiet el Hamra au nord et l'Oued el dahab (Rio de Oro) au sud. S'étendant sur une superficie de 266 000 km², compris entre le 20^{ème} et le 30^{ème} parallèle, il est traversé par le Tropique. Ses frontières sont constituées par le Maroc au nord, l'Algérie à l'est, la Mauritanie à l'est et au sud et l'Océan Atlantique à l'ouest. Comme pour la plupart des états africains, ces frontières sont le résultat des accords passés entre les puissances coloniales soucieuses de sauvegarder leurs intérêts dans la région. Elles ont été notamment définies par des accords entre la France et l'Espagne en 1900, 1904 et 1912.

La fin des années 50 représente un tournant dans l'histoire de la région avec la maturation des mouvements d'indépendance africains et arabes. L'Espagne, qui est en train de consolider sa présence, notamment avec le début de l'exploitation économique, se trouve ainsi confrontée à un double problème : la reprise de la lutte du peuple sahraoui et les revendications étrangères. Le 2 mars 1956, le Maroc accède à l'indépendance et commence à réclamer officiellement les territoires sous occupation espagnole et française. Avec son accession à l'indépendance le 28 novembre 1960, la Mauritanie commence à son tour à revendiquer ses droits sur le Sahara, ce qui déclenche une longue querelle avec le Maroc. Les ambitions marocaines n'épargnent pas non plus l'Algérie alors engagée dans sa lutte de libération, les revendications marocaines maintenant une sérieuse tension jusqu'en 1970. La question du Sahara, entre temps, est portée à l'attention des instances internationales, et notamment des Nations Unies qui adoptent plusieurs résolutions invitant l'Espagne à décoloniser le territoire et à organiser un référendum permettant

à la population autochtone de s'exprimer librement sur son avenir. Parallèlement, un nationalisme sahraoui commence à se développer, en particulier lors de la guerre de 1957-58 contre la présence coloniale espagnole. Un mouvement de libération nationale clandestin voit le jour au début des années 60 et ne cesse de prendre de l'ampleur malgré une répression sévère. Le 10 mai 1973, le mouvement se transforme en une organisation armée portant le nom de Front Populaire pour la Libération de Saguia el Hamra et Rio de Oro (Front POLISARIO) qui, par ses actions, poussera l'Espagne à reconnaître le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

En 1974, la situation est à un tournant. La position de l'Espagne sur le plan international devient difficile. Au Maroc, le roi Hassan II doit faire face à des difficultés internes et les partis politiques ne manquent pas de l'attaquer sur la "question du Sahara". Enfin, les deux pays doivent prendre acte du renforcement du Polisario qui les a pris à contre-pied. L'attente n'est alors plus une solution et les prises de décision vont se succéder.

Ce bref survol historique permet de resituer la position du Maroc au moment où toutes les parties prenantes comprennent que la situation va être radicalement bouleversée dans les années, voire les mois qui viennent. Hassan II, en stratège éclairé, va pendant les dix années à venir passer maître dans l'art de manier stratégie directe et indirecte. Conscient des atouts et des faiblesses de son pays, il va s'organiser en fonction de plusieurs cercles¹. Le premier est celui des voisins immédiats que sont l'Algérie, la France et l'Espagne. Vient ensuite le cercle des "frères maghrébins" (Mauritanie, Algérie, Tunisie, Libye) et celui des "cousins du Machrek". Ce sont enfin les partenaires européens et le cercle des Etats-Unis. Le roi ne cessera d'utiliser les interférences entre ces différents cercles et de nouer ou de renverser les alliances selon les intérêts de son pays. Il se réservera en permanence d'avoir au moins deux fers au feu, cette stratégie sous-tendant son action au Sahara

¹ Cette analyse de la stratégie du Maroc organisée en fonction de plusieurs cercles a été développée par Paul BALTA dans un article intitulé : "Maroc : un rôle central en méditerranée" - revue Géopolitique - numéro spécial sur le Maroc - Avril 1997.

Occidental et, en toile de fond, son souci constant de consolider son trône. C'est par sa capacité à actionner ces différents leviers qu'il obtiendra les moyens et la liberté d'action indispensables dans son combat pour la (re)conquête du Sahara Occidental. Le conflit présente donc une triple dimension qu'Hassan II aura toujours à l'esprit pendant ces années charnières : une dimension internationale et occidentale avec le rôle prépondérant des Etats-Unis, de la France et de l'Espagne (I), une dimension régionale avec l'importance des enjeux maghrébins (II), enfin une dimension interne avec la conduite à proprement parler des opérations dans les actions de fin de décolonisation d'une part et celles de lutte contre le Front Polisario d'autre part (III).

1^{ERE} PARTIE**LES PUISSANCES OCCIDENTALES : DES ALLIES DE POIDS.****11. Une juste perception du rôle stratégique du Maroc.**

Un conflit dans un petit territoire désertique tel que le Sahara Occidental ne semblait pas de nature à éveiller l'inquiétude ou l'intérêt des grandes puissances mondiales. Le Sahara Occidental possède, il est vrai, un des plus grands gisements de phosphate du monde, d'importantes ressources halieutiques le long de ses cotes atlantiques et probablement des réserves de minerais. Pourtant, ce furent les répercussions régionales de la guerre du Sahara Occidental qui attirèrent l'attention des gouvernements des Etats-Unis et des deux pays d'Europe ayant les plus grands intérêts en Afrique du nord ouest, la France et l'Espagne.

Hassan II est très certainement conscient du fait que le Sahara Occidental ne revêt pas de réelle importance pour la France et les Etats-Unis. Néanmoins, il comprend très vite que son pays représente un véritable verrou sur l'entrée de la méditerranée, l'une des voies d'eau les plus stratégiques du monde. Le Maroc, comme son nom l'indique en arabe, est l'occident de l'orient, l'extrémité du monde arabe vers le couchant. Pour les Etats-Unis, il représente la porte de l'ancien monde sur l'Atlantique, à mi-chemin du Moyen Orient. De même, il existe une évidente interdépendance entre l'Europe du sud-ouest et l'Afrique du nord. Marc Bonnefous n'hésitera pas à écrire "qu'il serait à peine exagérer que de décrire le Maroc comme un gigantesque porte-avions ancré au flanc de l'Europe"². Le roi a en particulier en tête l'intérêt que représentent les excellents ports en eau profonde du Maroc qui ont

² Article de Marc Bonnefous intitulé "Le Maroc, carrefour géopolitique" – revue Géopolitique – numéro spécial sur le Maroc – Avril 1997.

toujours accueillis les navires de guerre français, américains et ceux d'autres nations occidentales. Il sait qu'il peut s'appuyer sur cette place stratégique qu'occupe son pays à l'entrée de la Méditerranée.

Parallèlement à cette perception des intérêts liés à la situation de son pays, le roi semble également conscient de son propre poids et de son aura personnelle au plan international. C'est en fait la déstabilisation de la monarchie alaouite, précieuse alliée de longue date et élément stable du Maghreb qui inquiète Washington et Paris dans un premier temps, et l'Espagne par la suite. Les différentes actions menées par Hassan II sur la scène internationale confirment cette volonté d'influence et de légitimité. Ainsi, aux yeux des occidentaux, Hassan II représente t-il un allié incontournable. Arabe modéré, il a en effet passé des années à tempérer le militantisme arabe contre Israël. Participant activement à la mise en place des premières étapes de détente entre l'Egypte et Israël, il n'hésitera pas à soutenir le président Sadate lorsqu'il prit l'avion pour Jérusalem en novembre 1977 et à l'accueillir au Maroc après la signature des accords de Camp David en septembre 1978. De plus, il est président du comité Al Qods (Jérusalem) créé en mai 1979 à Fes. Enfin, il sera l'organisateur du congrès juif marocain à Rabat les 13 et 14 mai 1984.

Les Américains et les Français apprécient également le rôle joué par Hassan II en Afrique subsaharienne pour défendre les intérêts occidentaux. Ainsi, prenant résolument le parti des puissances occidentales, envoie t-il des soldats au Zaïre en avril 1977 puis en mai 1978 pour soutenir le président Mobutu. Ces actions ne sont évidemment pas neutres et ont eu vraisemblablement une influence non négligeable sur le soutien presque indéfectible apporté par la France, les Etats-Unis puis l'Espagne au roi du Maroc.

On peut donc légitimement penser que les occidentaux sont conscients de l'effet pervers que représente la guerre au Sahara Occidental pour le Maroc, sa stabilité et son économie, mais sentent également que le destin du roi est intimement lié à l'issue

de ce conflit. Hassan II l'a certainement compris et saura en user comme nous allons le voir plus loin.

12. L'appui inconditionnel des Etats-Unis et de la France.

L'ensemble des considérations stratégiques développées ci-dessus ont donc influées sur les politiques des Etats-Unis et de la France. Ces politiques se sont essentiellement traduites par un soutien financier et matériel extrêmement important mais également par le refus de ces deux pays de reconnaître la souveraineté du Sahara Occidental. Ce soutien fut vital pour permettre à Hassan II d'assumer cette guerre très coûteuse. Selon l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, le Maroc aurait reçu entre 1979 et 1983 des livraisons d'armes d'une valeur totale de 1725 millions de dollars, la moitié venant de la France et près du quart des Etats-Unis³.

Le Maroc et les Etats-Unis.

L'appui et le soutien que les Etats-Unis ont apportés au Maroc durant ces dix années montrent bien que l'analyse faite par Hassan II était la bonne. En effet, à Washington, les considérations d'ordre stratégique ont en permanence primé sur celles d'ordre économique, tant sous les gouvernements Ford, Carter que Reagan. Le pari du roi était pourtant risqué, sachant que l'Algérie revêtait un intérêt bien plus important en terme économique que le Maroc pour les milieux d'affaires américains. Lorsque Hassan II s'aperçoit après les accords de Madrid (14 novembre 1975) que la guerre contre le Front Polisario pourrait être longue et coûteuse, et qu'elle risquait même de dégénérer en un conflit ouvert avec l'Algérie, il envoie une délégation à Washington en janvier 1976. D'importantes ventes d'armes sont alors obtenues par cette délégation. Les livraisons d'équipements militaires passeront ainsi de 2,4 millions de dollars en 1975 à 133,5 millions de dollars en 1979⁴.

³ Arms Control and Disarmament Agency, World Military Expenditures and Arms Transfers, 1985, Washington DC, 1985, p.131 (dans : Tony Hodges, Sahara Occidental, p.462)

⁴ Source : Foreign Military sale.

A partir de 1980, on assiste à un fort accroissement des aides américaines au fur et à mesure de la dégradation de la situation économique du Maroc. Même si les Etats-Unis ne reconnaissent toujours pas la souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental, l'administration Reagan (janvier 1981) consentira à accroître sérieusement les aides. En février 1982, le général Alexander Haig (secrétaire d'Etat) effectue une visite au Maroc. Il conclue un accord visant à échanger un droit de transit de la Force de Déploiement Rapide américaine contre un accroissement substantiel des crédits sur les ventes d'armement. L'objectif est de tripler cette aide qui passerait de 30 millions de dollars pour 1982 à 100 millions de dollars pour 1983.

Un des exemples les plus significatifs de la confiance qu'Hassan II a dans le soutien des Etats-Unis concerne le traité d'union signé avec la Libye le 13 août 1984. Il ne peut en effet ignorer l'impact qu'aura cet accord sur la scène internationale et en particulier sur les Etats-Unis, étant donné l'isolement diplomatique de la Libye à cette époque et la condamnation quasi unanime du régime et de la politique de monsieur Kadhafi par les puissances occidentales. Pourtant, non seulement il n'hésite pas à prendre ce risque, mais encore il le fait sans prendre la peine d'en informer les Etats-Unis. Certes, les objectifs de cet accord que certains qualifieront de "mariage contre-nature", sont importants (nous le verrons plus loin) mais le "coup de poker" est osé. La réaction des Etats-Unis ne se fait pas attendre et cette alliance déclenche la colère de Washington. Pour autant, elle ne remettra pas en cause l'aide américaine. Il ne s'agit pas ici de défendre le bien-fondé du choix diplomatique d'Hassan II au travers de cette alliance mais bien de montrer l'assurance du roi dans ses relations avec les américains. Cet accord d'ailleurs aura plus de conséquences néfastes que de retombées positives. En effet, les réactions virulentes ou embarrassées se succèdent tant au niveau régional, qu'en Afrique subsaharienne ou qu'en Occident. Les divisions s'accroissent au sein du Maghreb et l'Algérie accroît son soutien au Front Polisario. Tout cela amènera finalement le Maroc à dénoncer cet accord deux ans plus tard, le 29 août 1986.

Le Maroc et la France.

Les liens historiques et économiques qui unissent le Maroc et la France d'une part et l'Algérie et la France d'autre part vont beaucoup influencer le comportement de Paris par rapport au conflit du Sahara Occidental.

Hassan II connaît ses atouts. Outre les excellentes relations qu'il entretient personnellement avec le président Valéry Giscard d'Estaing, il est conscient de l'importance que représente la diaspora française sur son territoire. En 1975, 55 000 ressortissants français vivent encore au Maroc. Sur le plan économique, il sait également que son pays représente un des premiers débouchés français en Afrique. En effet, derrière l'Algérie il est vrai, il constitue le troisième marché d'exportation de la France sur tout le continent africain.

Mais le roi sait également que la position de la France est plus délicate que celle des Etats-Unis. Elle se doit en particulier de garder une certaine neutralité face au conflit si elle ne veut pas se brouiller définitivement avec les autres pays du Maghreb et ceux de l'Afrique subsaharienne. Cependant, malgré une politique que l'on peut qualifier de modérée vis à vis du conflit - Tony Hodges parle de "neutralité défectueuse"⁵ -, la France demeurera pendant ces dix années le principal fournisseur d'armes du Maroc avec les Etats-Unis. Cette aide conséquente passera même par la livraison d'avions de combat de type Mirage F1 et Alpha Jet à compter de 1980. Hassan II enfin réussira le tour de force de faire intervenir la France militairement ; certes, pas directement à son profit, mais pour pallier les défaillances mauritaniennes. Jouant de son influence auprès du président Giscard d'Estaing, qui mène d'ailleurs depuis plusieurs années une politique volontariste et interventionniste en Afrique, il réussit à convaincre la France d'envoyer des troupes en Mauritanie pour se partager les tâches avec l'armée marocaine et les mauritaniens qui demeurent dans la région le maillon faible. Paris enverra des avions d'appui Jaguar et déclenchera en décembre

⁵ Tony Hodges – Sahara Occidental (origines et enjeux d'une guerre du désert) – L'Harmattan.

1977 l'opération Lamantin pour empêcher entre autre la chute de Mokhtar Ould Daddah.

La seule crainte d'Hassan II survient avec l'arrivée des socialistes au pouvoir en France en 1981. En effet, depuis 1976, le parti socialiste français apporte son soutien au Front Populaire et souhaite que la France noue des relations privilégiées avec l'Algérie. Pour confirmer ces inquiétudes, Claude Cheysson annonce le 1^{er} décembre 1981 que le Front Polisario est autorisé à ouvrir un bureau à Paris⁶. Mais, une fois encore, le roi pourra compter sur la poursuite de l'aide française. Le gouvernement français, rattrapé par la "réalpolitik", s'engage à honorer les contrats de vente d'armes en cours. Plus encore, Claude Cheysson effectuera plusieurs voyages à Rabat, qui confirmeront le niveau des aides financières accordées par la France au Maroc. Enfin, le président François Mitterrand se rendra personnellement au Maroc accompagné de six de ses ministres entre le 27 et le 29 janvier 1983.

En définitive, Hassan II n'aura donc jamais eu à déplorer un quelconque abandon de la France. Cette dernière, tout en affichant une certaine forme de neutralité face au conflit, demeure le pays qui soutient le plus intensément, tant militairement que financièrement, l'effort de guerre marocain.

13. L'Espagne : des rapports de force à l'avantage d'Hassan II.

L'implication de l'Espagne dans le conflit du Sahara Occidental est à l'évidence plus directe. Après avoir été obligée de se retirer de la région de Tarfaya qui, en 1958, devient la province de Tan Tan, elle s'accroche à Ifni et au Sahara Occidental qui sont purement et simplement annexés et dotés du statut de provinces espagnoles. Quelques années plus tard, Madrid se voit contraint de restituer Ifni au Maroc en échange d'un avantageux traité de pêche qui se révélera pourtant bien éphémère. Dès lors, Hassan II va s'employer à chasser l'Espagne du Sahara Occidental. Le roi réussit le tour de force d'arriver à ses fins sans tomber dans le piège d'un conflit

⁶ Le Monde – 4 décembre 1981.

armé avec l'Espagne. Après le départ des espagnols, le Maroc saura habilement maintenir la pression sur son voisin du nord pour s'en faire, in fine, un allié malgré lui.

La situation au Sahara Occidental au début de l'année 1975 est assez complexe et l'Espagne se trouve dans une position particulièrement inconfortable. Le défi pour Hassan II consiste à faire partir les espagnols tout en récupérant la plus grande partie possible du Sahara.

Il est hors de question pour le roi du Maroc d'espérer affronter de face l'armée espagnole. En effet, celle-ci compte à l'époque plus de 300 000 hommes soit cinq fois plus que l'armée marocaine. A cela s'ajoutent les capacités de l'armée de l'air, l'Espagne disposant de deux fois plus d'avions de combat que le Maroc. Mais Hassan II est également conscient que l'Espagne évitera à tout prix d'entrer dans un conflit ouvert. En effet, outre le fait que la population n'y soit pas favorable et que cette éventualité serait désastreuse dans le domaine de la politique intérieure (Franco est alors agonisant), Madrid a tout à redouter d'une réaction de représailles du monde arabe et surtout, comme nous le verrons plus loin, d'une revanche du Maroc sur les présides de Ceuta et Melilla.

Le premier problème à résoudre concerne la promesse faite par l'Espagne d'organiser un référendum qui, s'il avait lieu, risquerait fort de priver le Maroc des territoires convoités. Pour contrer cette initiative espagnole, Hassan II va soutenir et alimenter une campagne d'agitation par le biais du Front de Libération et de l'Unité (FLU). Menant une véritable guérilla, ce mouvement a pour but de faire pression sur les espagnols pour qu'ils abandonnent leur projet de référendum. Bien entendu, les autorités marocaines se sont toujours défendues d'avoir un lien quelconque avec cette organisation. C'est donc indirectement qu'ils ont pu faire peser une pression supplémentaire sur l'Espagne.

Mais le véritable coup de maître d'Hassan II est accompli dans le domaine diplomatique. En effet, pour couper l'herbe sous le pied des espagnols, il réussit à convaincre l'Organisation des Nations Unies (ONU) de soumettre la question du Sahara Occidental à la Cour Internationale de Justice (CIJ) et de demander à

l'Espagne de surseoir à son référendum. Pourtant, l'ONU avait mandaté au printemps 1975 une mission chargée de faire le point sur la situation dans la région et le bilan de cette inspection n'avait pas été favorable du tout au roi du Maroc. En effet, elle n'avait rencontré sur le territoire aucun groupement ou représentation politique plaidant en faveur de l'intégration au Maroc. Au contraire, elle avait pu mesurer l'influence du mouvement sahraoui et le soutien d'une bonne partie de la population au Front Polisario. L'avis consultatif qui fut rendu le 16 octobre 1975 répondait à deux questions : il s'agissait de déterminer d'une part si, au moment de la colonisation par l'Espagne en 1884, le Sahara Occidental était une '*terra nullius*' (i.e. un territoire sans maître) et d'autre part si des liens juridiques existaient entre lui et le Maroc (ainsi que l'ensemble mauritanien). Hassan II, dès la parution de cet avis, interpréta les conclusions de la CIJ comme une légitimation de la cause marocaine et déclencha la célèbre "Marche verte"⁷ débouchant sur les accords de Madrid et le départ des Espagnols.

Enfin, comme nous l'avons vu plus haut, la France et les Etats-Unis qui voyaient en Hassan II un précieux allié stratégique, considéraient le succès de cette campagne comme essentiel pour la stabilité de son régime. Ils n'hésitèrent donc pas à faire pression sur l'Espagne pour qu'une solution favorable au Maroc soit trouvée.

Le partage du Sahara Occidental entre la Mauritanie et le Maroc fut donc la solution retenue, ce dernier se taillant la part du lion puisqu'il récupéra les deux plus grandes villes (El Aïoun et Smara) et surtout, les phosphates de Bou Craa. Le territoire marocain s'agrandit ainsi de plus d'un tiers et son littoral s'étendit de 600 km vers le sud. Cependant, le problème du référendum n'était toujours pas résolu et les relations avec l'Espagne étaient loin d'être normalisées.

Comme il l'avait fait depuis le début des années 60, Hassan II va continuer d'actionner habilement un certain nombre de leviers liés aux intérêts espagnols dans la région. Soufflant tantôt le chaud tantôt le froid, il saura finalement renouer avec Madrid des relations normalisées débouchant en particulier sur des accords commerciaux et de défense.

⁷ La "Marche verte" est étudiée dans la troisième partie de ce mémoire.

Le roi sait que l'Espagne a tout intérêt à conserver ses accès aux ressources halieutiques marocaines (accords de pêche), à pouvoir continuer de participer à l'exploitation des phosphates sahariens et à éviter tout différend sur les présides de Ceuta et Melilla. C'est pourquoi, en contrepartie des accords de Madrid, Hassan II accorde à l'Espagne des droits de pêche étendus et une participation dans le cadre de sociétés mixtes à l'exploration et l'exploitation des minerais du Sahara Occidental. De plus, le 25 novembre 1975, il déclare au cours d'une conférence de presse qu'il ferait taire ses revendications sur Ceuta et Melilla jusqu'à ce que l'Espagne récupère Gibraltar.⁸

Malgré cela, les Espagnols qui se retirent progressivement du Sahara Occidental n'acceptent toujours pas que le référendum d'autodétermination prôné par l'ONU suite à l'avis de la CIJ soit purement et simplement occulté par Rabbat. Malgré tout, Madrid craint que le conflit avec le Front Polisario ne soit source d'instabilité non seulement au Maroc mais également au sein du Maghreb et donc menace ses débouchés économiques dans la région. L'Espagne va alors devoir ménager des intérêts contradictoires : d'une part, éviter d'offenser Hassan II, d'autre part tenir compte de l'importance du marché algérien. Le roi, de son côté, va en profiter pour accentuer la pression, refusant de ratifier l'accord de pêche de 1977, pourtant très avantageux pour lui, et obligeant l'Espagne à négocier des accords provisoires de courte durée. Quelques années plus tard, en février 1983, Hassan II met à l'épreuve le jeune gouvernement du parti socialiste espagnol (PSOE) en faisant lancer un appel par l'union parlementaire arabe, appel demandant à l'Espagne "d'entamer, dans un avenir proche, des négociations avec le Maroc pour que celui-ci retrouve sa souveraineté sur les villes de Ceuta et Melilla et les îles Chaffarines, au nom de l'amitié unissant la nation arabe au peuple espagnol"⁹.

Finalement, en août 1983, Felipe Gonzales effectue une visite au Maroc. Le roi Hassan II peut alors le rassurer sur le devenir des présides et sur la régularisation des accords de pêche pour quatre ans. Il est vrai que depuis 1982, l'Espagne s'était déjà

⁸ Conférence de presse de SM Hassan II sur la "Marche verte" et le Sahara du 25 novembre 1975.

⁹ Morocco News Summary (Washington DC) février-mars 1983.

engagée à vendre des armes au Maroc, complétant, certes modestement, les fournitures massives de la France et des Etats-Unis.

En fin de compte, après avoir réussi à tirer le meilleur parti de la décolonisation du Sahara Occidental par l'Espagne, Hassan II a su pendant les dix années qui ont suivi maintenir une pression suffisante sur les Espagnols qui, plongés dans des changements et des bouleversements dans le domaine de la politique intérieure, n'auront d'autre choix que de renouer avec le Maroc pour finalement rétablir des relations diplomatiques et commerciales.

Après la signature des accords de Madrid en novembre 1975, Hassan II déclara que le "dossier" du Sahara Occidental était clos. Mais il s'était trompé sur deux points : il avait sous estimé la détermination des Sahraouis à résister (nous y reviendrons plus loin) et ne s'attendait pas à ce que l'Algérie leur apporte tout son soutien, donnant à ce conflit une véritable et bien embarrassante dimension régionale.

2^{EME} PARTIE

LES ENJEUX MAGHREBINS

Les implications de ce conflit au niveau régional auraient certes pu être limitées si l'Algérie n'avait pas décidé de prendre fait et cause pour les Sahraouis. Le Maroc aurait alors pu vraisemblablement régler le problème en interne en liaison avec la Mauritanie. Mais l'appui inconditionnel d'Alger au Front Polisario change la tournure et la nature des événements, impliquant plus ou moins malgré eux l'ensemble des pays du Maghreb. La Libye de M. Kadhafi, inconstante et imprévisible, jouera un rôle de second plan ; la Mauritanie de Mokhtar Ould Daddah, directement impliquée, n'aura pas le poids nécessaire pour supporter ce conflit ruineux ; quant à l'Algérie, elle soutiendra sans compter le Front Polisario pour contrer les ambitions expansionnistes marocaines. En outre, il est important de noter le rôle joué par la solidarité arabe qu'Hassan II n'aura de cesse d'entretenir. Le royaume s'assurera ainsi la neutralité de la ligue arabe et le soutien de l'OCI, Hassan II ayant été à plusieurs reprises le président en exercice de ces deux organisations. Ces efforts dénotent une fois encore le souci du roi d'obtenir une légitimité élargie et donc une plus grande liberté d'action.

21. La Libye : une attitude ambiguë et inconséquente.

De par sa situation géographique, la Libye n'est pas directement concernée par le conflit. En effet, ses intérêts immédiats ne sont aucunement en jeu. Mais les ambitions régionales de M. Kadhafi et l'aide que peut apporter son pays à l'une ou l'autre des parties ne peuvent être négligés. D'une opposition ouverte à Hassan II en qui il voit un dangereux rival au plan régional, le colonel libyen n'hésitera pas à

retourner complètement sa veste pour tenter une alliance avec le royaume chérifien, alliance qui ne pourra d'ailleurs tenir plus de deux ans, tant les divergences entre les deux régimes sont importantes.

En 1975, la haine du colonel Kadhafi envers le roi Hassan II est farouche. Tout oppose ces deux hommes tant sur le plan personnel qu'idéologique. En 1975, le chef libyen n'hésite donc pas une seconde à, d'une part nouer des alliances avec Houari Boumediene et, d'autre part, apporter aux forces de guérilla sahraouies une aide militaire et financière substantielle. En 1978, cherchant toujours à mettre le Maroc en difficulté, il propose à la Mauritanie une aide financière dans le but de créer une fédération mauritano-sahraouie, espérant ainsi persuader Mokhtar Ould Daddah de désertre le camp marocain et obligeant ainsi Hassan II à renforcer ses liens avec Nouakchott. Enfin, le colonel libyen reconnaîtra la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) en avril 1980, cette dernière ayant été proclamée le 27 février 1976, quelques heures après le départ des derniers soldats espagnols. On peut également noter la tentative avortée effectuée par le colonel Kadhafi en 1981 d'un rapprochement passager avec l'ensemble des belligérants dans l'unique but d'obtenir la présidence de l'OUA.

Mais l'événement le plus remarquable a lieu en 1983 avec un revirement de situation surprenant. En effet, le colonel Kadhafi se sentant de plus en plus isolé sur la scène internationale à cause essentiellement du problème tchadien, va changer son fusil d'épaule et amorcer un rapprochement avec le Maroc. Il s'agit en fait à l'évidence d'un "deal" de "realpolitik" du aux situations respectives des deux pays. Cet accord se traduit en effet par un engagement de part et d'autre de ne pas venir en aide à leurs ennemis respectifs au Tchad et au Sahara Occidental. Hassan II, espérant contrer l'action de l'Algérie, n'hésite pas, un an plus tard, à conclure avec son nouveau partenaire un mariage que l'on peut qualifier de "contre-nature" en signant le 13 août 1984 un traité d'union arabo-africain. L'objectif du roi est bien sûr de couper les Sahraouis et l'Algérie de l'aide libyenne. Si par ce traité, Hassan II réussit à accroître sa popularité et à détourner la Libye du Front Polisario, il aura cependant plus à pâtir

des multiples conséquences néfastes de cet accord. Tout d'abord, il va déclencher une réaction vive chez les Américains qui ne peuvent à l'évidence cautionner un tel rapprochement. Mais nous l'avons vu dans la première partie, cette réaction n'aura pas de conséquences sur l'aide apportée par les Etats-Unis. Cet accord va également accroître l'isolement d'Hassan II en Afrique et détériorer encore ses relations avec ses traditionnels alliés africains. Seul le Zaïre suivra le Maroc jusqu'en juillet 1986, date à laquelle ce dernier sera le seul à rester en dehors de l'OUA. Ce traité va également accentuer l'embarras de la Tunisie et surtout de la Mauritanie dans le cadre du Maghreb. Enfin, cet accord attisera la colère de l'Algérie qui décidera de renforcer son soutien au Front Polisario.

Ce rapprochement était bien voué à l'échec et n'était donc pas une si bonne opération pour Hassan II. Deux ans plus tard, prenant comme prétexte la visite de M. Shimon Peres, Premier ministre d'Israël, au Maroc, le colonel Kadhafi dénoncera le traité qui sera définitivement abandonné le 29 août 1986.

22. La Mauritanie : une alliance défectueuse.

C'est en 1969 qu'Hassan II reconnaît la Mauritanie de Mokhtar Ould Daddah, profitant de la première rencontre du "sommet islamique", institutionnalisée en 1970 sous le nom d'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) dont le siège est à Djedda. Après la signature des accords de Madrid entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie, cette dernière se voit attribuer la partie sud du Sahara Occidental. Ce partage devient effectif le 14 avril 1976, jour de la délimitation des frontières officielles. Mais Hassan II constate rapidement l'incapacité des Mauritaniens à investir et contrôler la zone qui leur a été attribuée. Ne pouvant compter sur cet allié défaillant, le Maroc est obligé de palier ce déséquilibre que les Sahraouis ne manquent pas d'exploiter, en renforçant lourdement l'armée mauritanienne très vite débordée. D'ailleurs, dès 1979, la Mauritanie se retire du conflit, abandonnant le Maroc qui devient alors un front unique pour le Polisario.

La Mauritanie va en effet se révéler très vite comme le maillon faible du dispositif au Sahara Occidental. Il s'engage dans une guerre particulièrement impopulaire au sein du pays, ingagnable militairement et catastrophique pour son économie très fragile. L'armée mauritanienne, forte de 3000 hommes environ auxquels s'ajoutent quelques unités paramilitaires et deux vieux avions, n'a vraiment pas les moyens de s'opposer aux troupes de plus en plus puissantes et de mieux en mieux organisées du Front Polisario. Elle n'est en tout cas pas capable de contrôler un territoire de plus d'un million de kilomètres carrés, soit deux fois la superficie de la France. Les Sahraouis ne s'y trompent pas et concentrent leurs efforts sur le sud, faisant peser une forte pression sur la Mauritanie. L'exemple le plus frappant de cette tactique concerne la razzia osée opérée par le Front Polisario sur Nouakchott, la capitale mauritanienne, au début du mois de juin 1976. Malgré des pertes très importantes chez les Sahraouis, ce raid aura un effet déterminant sur Mokhtar Ould Daddah. Hassan II ne peut donc pas laisser les Sahraouis opérer presque impunément dans le sud sans réagir. La menace que représente cet espace incontrôlé est trop dangereuse pour ses propres troupes.

Le 13 mai 1977, Ould Daddah signe donc avec Hassan II une convention d'assistance mutuelle en matière de défense, autorisant les troupes marocaines à stationner sur le territoire mauritanien. Le Maroc, avec initialement l'aide de la France qui cherche à empêcher la chute de Mokhtar Ould Daddah¹⁰, va donc se partager la tâche avec les Français et les Mauritaniens défailants. En janvier 1978, Hassan II envoie 2400 soldats dans la zone de Zouerate – Nouadhibou, 600 dans la région minière d'Akjoujt et 2800 dans l'extrême Nord-Est du pays et le Tiris El Gharbia¹¹. Ce sont ainsi 8000 soldats marocains qui sont déployés dans cette zone, en appui des forces mauritaniennes, en février 1978. Elles seront 9000 en juin 1978. Le roi a bien senti d'une part le danger que représentait la liberté d'action laissée au Front Polisario pour opérer à partir des zones sud et d'autre part l'impérieuse nécessité de soutenir les forces mauritaniennes et le régime de leur président pour

¹⁰ La France enverra des avions Jaguars et déclenchera l'opération Lamantin en décembre 1977.

¹¹ Dans "Sahara Occidental" (origines et enjeux d'une guerre du désert) par Tony Hodges (p.316)

maintenir un deuxième front au sud. Malheureusement pour le roi, cet effort supplémentaire ne sera pas suffisant.

La situation de la Mauritanie est catastrophique tant sur le plan de l'économie devenue exsangue que sur celui de la politique intérieure, le président étant de plus en plus isolé et contesté. Le 10 juillet 1978, l'armée mauritanienne prend le pouvoir et met Mokhtar Ould Daddah aux arrêts. Cependant, les Mauritaniens craignent la réaction du Maroc en cas de rupture des accords de Madrid. Ils n'oublient pas que 9000 soldats marocains sont toujours déployés sur leur territoire. Hassan II malgré tout ne pourra empêcher le retrait de la Mauritanie du conflit. Aux mois de juillet et août 1979, Nouakchott déclare qu'elle n'a plus aucune prétention sur le territoire du Sahara Occidental et signe le 5 août un accord de paix à Alger. Cet accord débouchera le 14 août sur le rétablissement des relations diplomatiques algéro-mauritanienne. La réaction d'Hassan II ne se fait pas attendre. Il décide le retrait de la majeure partie de ses troupes de Mauritanie mais maintient néanmoins un important contingent déployé dans le Tiris El Gharbia et un millier d'hommes postés à Bir Moghreïn. Le roi va surtout profiter du retrait de la Mauritanie pour annexer purement et simplement le Tiris El Gharbia qui sera déclaré province marocaine le 14 août 1979. Dès lors, la Mauritanie cherchera à tout prix à rester en dehors du conflit. Mais le Maroc l'accuse de servir de base arrière au Front Polisario. Nouakchott coupera définitivement les ponts en reconnaissant officiellement la RASD le 27 février 1984.

La défection de la Mauritanie a donc des répercussions importantes sur le positionnement des protagonistes impliqués directement ou indirectement dans le conflit du Sahara Occidental et donc sur l'évolution des rapports de force qui se traduit par un isolement accru du Maroc. En effet, le Front Polisario peut désormais se focaliser sur un front unique, obligeant par la même les Marocains à accentuer leur effort de guerre, déjà difficilement supportable. Mais surtout, cette défection permet à l'Algérie de renforcer sa position.

23. L'Algérie : un adversaire de taille.

Le contentieux avec l'Algérie qui dure depuis plusieurs années ne sera pas neutre dans la décision de cette dernière de soutenir le Front Polisario. Après la guerre de 1963, le gouvernement de Rabat refuse de reconnaître la partie sud de la frontière algéro-marocaine et revendique en particulier Bechar, Tindouf ainsi que les oasis du Touat, du Goudara et du Tidikelt. Hassan II cherche à profiter, dès le début de l'indépendance algérienne, de la situation de son voisin. Sans aucun doute, Houari Boumediene sera le plus rude adversaire d'Hassan II. Ce dernier pourtant réussit à se réconcilier avec lui en janvier 1969 en le recevant au Maroc. En 1970, il renonce même à revendiquer Tindouf et Bechar mais demande en échange à l'Algérie de le soutenir face à Madrid dans l'affaire du Sahara Occidental. En juillet 1975, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Bouteflika, dit au roi Hassan que l'Algérie est prête à accepter un partage du Sahara Occidental entre le Maroc et la Mauritanie à condition que le roi ratifie l'accord frontalier algéro-marocain de 1972. Hassan II, qui avait fait exprès de retarder cette ratification afin de s'en servir comme monnaie d'échange le moment venu, adhère immédiatement à cette proposition. Pourtant, au vu de la dégradation des relations entre les deux pays, il est fort probable que le président Boumediene n'a pas suivi son ministre des affaires étrangères. Après quelques brèves hésitations, l'Algérie décide donc de prendre fait et cause pour le Front Polisario.

L'Algérie, qui a une frontière commune de 30 kilomètres avec le Sahara Occidental, ne cessera à partir de 1975 de soutenir le mouvement sahraoui. Ce choix est avant tout dicté, outre le souvenir de la guerre de 1963, par la peur des revendications marocaines au Sahara et du risque d'hégémonie régionale que pourrait alors faire peser le Maroc sur le Maghreb. La thèse du Grand Maroc développée à la fin des années 50 est toujours présente dans l'esprit des Algériens. De plus, depuis la lutte menée par le Front de Libération National (FLN) algérien pour l'indépendance, le principe d'autodétermination était devenu "une donnée constante de la politique

algérienne” et “une base fondamentale de notre philosophie politique”¹². La rupture des relations diplomatiques entre l’Algérie et le Maroc sera définitive en 1976.

Comme ce fut le cas face à l’Espagne, Hassan II est conscient du risque qu’il encourrait à déclencher un conflit armé contre son voisin algérien. Non seulement, il se créerait ainsi un front supplémentaire difficile à supporter, mais surtout, il se mettrait dans une posture très fâcheuse tant l’Algérie demeure, malgré ses problèmes intérieurs, un pays puissant sur le plan régional. Disposant d’importantes ressources en pétrole et en gaz, elle est dotée d’une économie plus forte que celle du Maroc. Au début des années 80, le PIB algérien était deux fois et demie supérieur à celui de son voisin. Sur le plan militaire, les Algériens possèdent une force aérienne nettement plus puissante ainsi qu’une armée assez moderne, bien entraînée et aussi importante en nombre. Il est donc évident qu’ayant déjà une grande partie de son armée engagée contre le Front Polisario, le Maroc eut été bien en peine de combattre sur un deuxième front contre l’Algérie.

Hassan II va donc être obligé d’affronter son voisin dans un autre registre que celui des armes. Pour tenter de le faire céder sans lui faire perdre la face, le roi multiplie les actions diplomatiques et lui fait miroiter un certain nombre “d’appâts”. Il compte en effet jouer sur trois domaines qui ont une chance de faire fléchir les Algériens. Il leur propose tout d’abord une coopération pour l’exploitation des minerais sahariens. Il tente ensuite d’entraîner l’Algérie dans un processus visant à faire cesser la course régionale aux armements. Enfin et surtout, il reprend les négociations pour la ratification de la convention frontalière maroco-algérienne de 1972. Sur un autre plan, Hassan II joue également avec la détérioration des relations franco-algériennes jusqu’en 1978 et n’hésite pas, par la suite, à utiliser Paris comme intermédiaire dans ses pourparlers avec l’Algérie.

La mort du président Boumediene le 27 décembre 1978 va redonner espoir au roi du Maroc. Il espère en effet un changement de politique en Algérie. Mais cet espoir sera de courte durée : le FLN, qui a choisi Chadli Bendjedid pour succéder à

¹² Déclaration du FLN du 22-23 juin 1975 dans El Moudjahid.

Boumediene, jure de rester fidèle à la politique menée par ce dernier. Même en juin 1981, date à laquelle Hassan II décide de se prononcer pour un référendum au Sahara Occidental, la détermination du président Chadli ne faiblira pas. En octobre 1981, le gouvernement algérien appuie une des attaques les plus meurtrières du Front Polisario sur Guelta Zemmour. Les efforts du roi déboucheront cependant le 26 février 1983 sur la première rencontre des deux chefs d'état depuis le début du conflit. Cette visite se traduira par la réouverture des frontières entre l'Algérie et le Maroc le 27 mai 1983. Par la suite, l'Algérie tentera de profiter de l'amélioration des relations pour jouer le rôle de médiateur, espérant que la perspective d'une collaboration maghrébine serait un appât suffisamment alléchant pour Hassan II et le peuple marocain. Mais ces tentatives se solderont par un échec et l'on assistera à une reprise des tensions. Celles-ci seront encore renforcées par la signature du traité maroco-libyen d'Oujda le 13 août 1984 et par l'édification d'une portion de mur¹³ à 20 kilomètres de la courte frontière entre l'Algérie et le Sahara Occidental¹⁴.

A l'évidence, le tournant du conflit s'est opéré après la signature des accords de Madrid, lorsque l'Algérie a décidé de prendre le parti du Front Populaire. Face à un adversaire de cette envergure qu'il ne peut raisonnablement pas affronter de face, Hassan II doit user de toutes les armes diplomatiques dont il dispose pour tenter de limiter l'influence de son voisin. Mais les enjeux régionaux sont trop importants pour que l'Algérie ne laisse le champ libre aux Marocains.

Même si Hassan II a toujours présenté le Front Populaire comme étant de simples mercenaires à la solde de l'Algérie, on ne peut sous-estimer le rôle joué par les Sahraouis. Pour vaincre ces combattants du désert, le roi devra s'employer à trouver une stratégie novatrice capable de s'opposer aux techniques de guérilla et à la configuration désertique du théâtre des opérations.

¹³ Voir dans la troisième partie la stratégie des "murs".

¹⁴ Portion de mur érigée entre décembre 1984 et janvier 1985.

3^{EME} PARTIE

EXEMPLE DE DEUX STRATEGIES NOVATRICES**31. La marche verte.**

En 1974, la situation est à un tournant. La position de l'Espagne devient difficile à tenir sur la scène internationale. Au Maroc, le roi Hassan II est confronté à des difficultés internes et les partis politiques ne manquent pas de l'attaquer sur la question du Sahara Occidental. De plus, les deux pays ne peuvent que constater le renforcement du Front Polisario qui, sans bruit (sinon celui des armes), est en train de les prendre à contre-pied. Les prises de position vont alors se succéder. Le gouvernement espagnol prend la décision, le 12 juillet 1974, de mettre en application un projet conférant au Sahara Occidental un statut d'autonomie interne. L'Istiqlal¹⁵ reprend alors avec force sa campagne pour la récupération des territoires occupés. Le 20 août, Hassan II, dans un discours officiel, déclare qu'il s'opposera à un éventuel référendum au Sahara. La tension ne cesse de s'accroître jusqu'à ce que, le 17 septembre, Hassan II annonce le recours à la Cours Internationale de Justice de la Haye. En mai 1975, une mission spéciale de l'ONU arrive dans la région. Son rapport, rendu public le 15 octobre 1975, reconnaît, à propos des opinions de la population elle-même, que la "quasi-unanimité s'est prononcée en faveur de l'indépendance et contre les revendications du Maroc et de la Mauritanie" et il ajoute que "le Front Polisario qui était comme clandestin jusqu'à l'arrivée de la mission est apparue comme la force politique dominante dans le territoire". Le lendemain de cette publication, la CIJ rend public l'avis consultatif. En conclusion, elle affirme qu'il n'existe aucun lien pouvant remettre en cause la résolution de 1960 relative à la

¹⁵ Parti conservateur marocain.

décolonisation et à la nécessité de “l’application du principe d’autodétermination grâce à l’expression libre et authentique de la volonté des populations du territoire”. Pourtant, Hassan II va interpréter les conclusions de ce rapport comme une légitimation des revendications de son pays sur le Sahara Occidental.

Comme nous l’avons vu plus haut, Hassan II ne pouvait décemment pas affronter directement l’armée espagnole. En outre, le pays traversait une période de troubles et le roi avait de plus en plus de mal à faire taire les revendications des partis d’opposition et des forces armées royales. Après les deux coups d’état manqués de 1971 et 1972, il devait absolument trouver un puissant facteur de cohésion et de stabilité pour retrouver une légitimité ébranlée. Le succès des thèses sur l’autodétermination, au plan international, est ressenti par les partis d’opposition marocains qui accentuent alors leur pression sur Hassan II pour abandonner son attentisme. Le roi n’a plus le choix et doit absolument trouver une solution pour, d’une part, rassembler le peuple marocain autour de sa personne et, d’autre part, réussir à bouter l’Espagne hors du Sahara et récupérer les territoires convoités. Ce sont la monarchie et l’Islam, véritable religion d’Etat, qui vont cimenter l’unité d’un pays décidé à parfaire son intégrité. Hassan II déclarera quelques années plus tard : “il fallait créer un combat qui devienne sacré et dont le peuple se sente le héros”. La “Marche verte”, comme la décrit René-Jean Dupuy, s’adresse à la ferveur. Elle en appelle à la conscience historique et au patriotisme des Marocains, tout en prenant ses assises sur le sentiment religieux¹⁶.

C’est ainsi que, le 16 octobre 1975, jour même de la publication du verdict de la CIJ, le roi annonce l’organisation d’une grande marche “pacifique”, la “Marche verte”, de 350 000 personnes vers le Sahara Occidental pour réaffirmer, avec une mise en scène populaire, les revendications marocaines sur le territoire. Cette “Marche verte” devient alors le paravent derrière lequel Hassan II va pouvoir jouer la véritable scène. Madrid réagit violemment contre la décision marocaine, mais aussitôt des pourparlers s’engagent entre les deux pays. Le roi, qui a pris un avantage sérieux sur l’Espagne, décide alors d’ajourner la marche, ce qui laisse entendre qu’un accord est

¹⁶ René Jean-Dupuy : “la Marche verte”. Article paru dans la revue Géopolitique (printemps 1997)

proche. Mais à ce stade des évènements, Hassan II, après avoir soulevé une vague de ferveur patriotique parmi son peuple, ne peut plus reculer sans ébranler son prestige, sa crédibilité et sans susciter la fureur de l'armée et des partis politiques. Il faut dire que l'engouement suscité par cet appel avait dépassé les espérances. Trois jours après la déclaration faite par le roi annonçant la marche, 362 000 volontaires s'étaient déjà fait connaître. Deux jours plus tard, le 21 octobre, 524 000 volontaires étaient recensés. Finalement, il fallut tirer au sort parmi plus de 500 000 personnes pour désigner les 350 000 demandées par le roi. Le 6 novembre 1975, se sont donc 350 000 hommes et femmes, encadrés par les forces armées et la gendarmerie royales, qui s'ébranlent dans le désert derrière leur drapeau, armés du seul Coran et de leur foi. Symbolique, ce mouvement sera de courte durée. Les marcheurs en effet pénètrent de quelques kilomètres dans le Sahara pour n'y rester que quelques jours seulement.

L'organisation de cette marche aura des résultats qui dépassent certainement ce que pouvait en attendre Hassan II. Sur le plan intérieur, il renverse complètement la situation, retrouvant d'un coup une popularité et une aura sans précédent après une période plus qu'incertaine. Il réussit également à vaincre les dernières résistances du clan légitimiste espagnol et à présenter comme inévitable à l'opinion publique espagnole un accord qui, s'il n'est pas équitable, permet un désengagement sans affrontement. Cela arrange d'ailleurs Madrid qui cherche surtout à se dégager sans perdre la face et à sauvegarder ses intérêts dans la région. Enfin, la "Marche verte" lui permet sur le plan militaire de cacher l'infiltration de l'armée marocaine – du reste commencée depuis une semaine au moins avant le déclenchement de la marche comme le démontrent les accrochages qui eurent lieu entre le Polisario et les troupes marocaines.

Les accords de Madrid signés entre l'Espagne, la Mauritanie et le Maroc le 14 novembre 1975 permettent à ce dernier de se tailler la part du lion en récupérant les régions les plus riches du Sahara Occidental. Coup de maître d'un stratège visionnaire et d'un fin politique, la "Marche verte" permet donc à Hassan II d'arriver

à ses fins sans livrer bataille. Mais à cette époque, il avait sans doute négligé la puissance réelle des forces sahraouies et pas anticipé la prise de position de l'Algérie en faveur du Front Polisario.

32. La stratégie des “murs”.

A partir d'avril 1976, les forces armées royales (FAR) contrôlent la plupart des petites installations de la zone marocaine du Sahara Occidental mais ne sont pas en mesure de surveiller efficacement l'ensemble de l'arrière pays désertique. De 1976 à 1978, la guérilla est essentiellement tournée contre la Mauritanie. Cependant, elle s'attaque également aux convois marocains. Les Sahraouis s'avèrent être d'excellents combattants du désert, sachant combiner la tradition des ghazzias à l'utilisation des armes modernes pour tendre des embuscades et diriger des attaques éclairs. Les Marocains se contentent donc de mener une guerre passive, défensive et attentiste. Cette situation a des effets très négatifs sur le moral des troupes. En effet, le Front Polisario mène un combat du faible au fort visant à réaliser l'usure morale et la lassitude de l'adversaire. Ce modèle de lutte correspond tout à fait à celui de la “lutte totale prolongée de faible intensité militaire” souvent employé dans les guerres de décolonisation, développé par le Général Beaufre dans son introduction à la stratégie¹⁷. Les difficultés du Maroc s'aggravent encore après le coup d'état de juillet 1978 en Mauritanie. En plus du harcèlement, les attaques se multiplient dans le sud du Maroc. Jusqu'en 1980, les revers sur terre sont nombreux. L'un des combats les plus marquants est la prise de Lebouirate par les Sahraouis en août 1979 au cours de laquelle les Marocains auront à déplorer 111 prisonniers et 37 chars abandonnés. Enfin, après l'élan populaire soulevé par Hassan II en 1975, la “paix sociale” au Maroc se dégrade tant la situation économique est difficile et l'effort de guerre toujours plus lourd à supporter. Entre 1974 et 1986, les dépenses du Ministère de la défense dans le budget de fonctionnement du gouvernement ont été multipliées par six. La banque mondiale, pour sa part, estimait en 1981 que l'ensemble des dépenses

¹⁷ Général André Beaufre : introduction à la stratégie (page 41)

militaires du gouvernement marocain, tous comptes et budgets confondus, était passé de 13% en 1975 à 23% de l'ensemble des dépenses gouvernementales en 1977.

En 1980, Hassan II, devant l'ampleur de la situation, décide de changer radicalement de tactique. Conscient du type de guerre menée par le Front Polisario et des échecs successifs de ses propres troupes, il doit impérativement trouver une solution pour ramener les forces sahraouies sur "son terrain", c'est à dire celui d'une guerre plus classique. En effet, les tentatives de contre guérilla ont jusqu'ici échoué et les FAR ne font que subir les attaques du Polisario. Pour reprendre l'ascendant, Hassan II va adopter une stratégie basée sur la construction de murs de sable pour obliger l'adversaire à changer ses modes opératoires et pour reconquérir le terrain qui lui permettra de se présenter à la table des négociations en position de force. Comparable dans l'esprit à la ligne Morrice édifiée par les Français en Algérie, les murs vont représenter une solution militaire originale pour combattre un mouvement de guérilla. Parallèlement, Hassan II va tenter de maintenir la pression chez l'adversaire en adoptant la "stratégie des cent points". Entre 1975 et 1979, il va en effet transposer la stratégie maritime pour l'adapter au terrain désertique. Le désert devient l'océan et l'ennemi les sous-marins à débusquer et à détruire. Pour cela, il va tendre des pièges autour des cibles clés que représentent les points d'eau ou encore les agglomérations. En 1979 enfin, son objectif est de faire du Sahara une zone d'insécurité permanente. Ainsi voit le jour Ouhoud, groupement mobile très puissant (plus de 5000 hommes et 100 véhicules) qui sillonne le Sahara du nord au sud pour désorganiser les bases logistiques ennemies et bouter ce dernier hors des frontières.

Les murs représentent en fait un chapelet de défenses fixes, de points d'appui distants les uns des autres de cinq à dix kilomètres suivant la configuration du terrain. Chaque point d'appui est tenu par cinquante à deux cents hommes dotés d'artillerie légère. Des équipements électroniques (radars, détecteurs ...) permettent de détecter toute présence ennemie dans un rayon de soixante kilomètres. Les points d'appui sont reliés entre eux par un remblai de terre de deux à trois mètres de haut, protégé par des mines et du fil de fer barbelé, d'où l'appellation de "murs". Ce remblai, bien

que s'élevant derrière ces champs de mines, n'est pas infranchissable. Sa fonction en fait est de retarder l'ennemi, en l'obligeant à se livrer à des travaux de génie. Massées derrière ce mur, des forces de réserve – les Unités d'intervention mobile – sont en alerte. L'ennemi, une fois à l'intérieur, est pris dans un piège qui se referme sur lui. Les troupes d'intervention commencent alors par colmater la brèche pour lui interdire toute esquivance avant de s'attaquer à lui.

Pour construire ces murs, Hassan II va devoir d'abord lâcher du terrain pour se réorganiser. Avec la construction du premier mur, il se retire des garnisons les plus exposées, Guelta Zemmour en particulier. Il abandonne ainsi près des 5/6° du territoire. Ce premier mur, long de six cents kilomètres, sera édifié entre août 1980 et mai 1981. Il englobe Laâyoune, Smara, Bou-Craâ, zone que certains appellent le "triangle utile". Il sera ensuite prolongé jusqu'au sud de Boujdour sur la côte atlantique, permettant ainsi de mettre les villes à l'abri de l'artillerie ennemie.

Le second, long de trois cents kilomètres, est construit entre décembre 1983 et février 1984. Partant de Bou-Craâ, il englobe Amgala, bouclant ainsi une partie de la frontière mauritanienne, frôle Haouza et finit à Khrebichet. Il interdit ainsi la côte atlantique à un ennemi partant d'Algérie.

Le troisième, long de trois cents kilomètres également, sort de terre entre avril et mai 1984. Il englobe Haouza et Jdiriya, proche de la frontière algérienne.

Le quatrième, achevé en janvier 1985, prend naissance dans le massif de Ouarkziz au nord, descend plein sud le long de la frontière algérienne, englobant Mahbès au passage. Il fait ensuite un coude à Dham-Ar-Ryh pour se fondre avec le deuxième et le troisième mur à El Breigua.

Le cinquième mur enfin, long de six cents kilomètres, est édifié en 1985. Partant de la région d'Amgala, il longe la frontière avec la Mauritanie du nord au sud, englobe Guelta Zemmour et fait une courbe pour envelopper la région de Oum Dreyga ainsi que Bir Anzaran et Dakhla.

Plus tard, en 1987, Hassan II complètera le dispositif en faisant construire un sixième mur qui s'étendra de Bir Enzaren à la frontière sud avec la Mauritanie et ensuite vers

l'ouest jusqu'à l'Atlantique, juste au nord de la Guëra. Ainsi, le Front Polisario était coupé de la mer et devait mettre fin à ses attaques navales.

Quel bilan peut-on tirer de cette stratégie ? Tout d'abord, le coût en est énorme. Les effectifs des FAR passent ainsi, entre 1974 et 1986, de 56 000 à 170 000 hommes, soit plus du triple¹⁸. En 1983, 80 000 hommes étaient en poste au Sahara Occidental. En 1985, ce sont près de 120 000 hommes qui y sont déployés. L'économie nationale en subit le contrecoup. Certes, les origines de cette crise sont multiples, mais l'hémorragie financière due à la guerre y est pour beaucoup. Ainsi, l'accroissement de la dette publique extérieure à moyen et long terme passe de 1,3 milliard de dollars en 1974 à 11,2 milliards de dollars fin 1985, soit 93% du PNB du pays¹⁹. Ces difficultés économiques se traduiront par une série d'émeutes en 1984 qui devront être sévèrement réprimées par le roi. Mais abandonner le Sahara Occidental n'est pas envisageable, tant le risque de réaction des FAR, très nombreuses et bien organisées, est grand.

Si cette stratégie permet de contrôler le terrain et de repousser les forces du Polisario, elle ne permet pas la destruction de l'ennemi. Il faudrait pour bien faire pouvoir reprendre l'offensive. Mais Hassan II se refuse à s'engager dans des actions de contre guérilla. C'est pourquoi il décide à nouveau de constituer et d'envoyer des grandes forces expéditionnaires dans le territoire contrôlé par le Polisario et de construire de nouveaux murs. La ligne de front certes avance mais au prix d'un accroissement important des effectifs et d'une extension des lignes de ravitaillement qui rendent le poids de la logistique de plus en plus lourd.

Malgré tout, cette stratégie a permis aux forces armées royales de ne plus être sur la défensive. Reprenant l'initiative, elles vont pouvoir imposer les règles de leur jeu à l'adversaire. En effet, le Front Polisario comprend qu'il lui faudrait réunir des milliers d'hommes et du matériel lourd pour organiser des attaques conventionnelles de grande envergure, seules capables de rompre les lignes de défense marocaines. Hassan II a donc bien repris l'ascendant sur son adversaire en lui imposant sa

¹⁸ International Institute for Strategic Studies (The military balance).

¹⁹ Source : Banque mondiale.

volonté. Il lui retire en effet tout effet de surprise, fondement de la stratégie de guérilla et le prive de la majeure partie de sa liberté d'action en occupant les 8/9° du terrain. De plus, il l'oblige à restructurer ses forces et à adopter des modes d'action plus conventionnels pour l'amener sur un terrain où il est logiquement mieux préparé et plus fort. De fait, le Front Polisario va réorganiser ses forces. 20 000 hommes vont ainsi opérer en permanence avec des chars, de l'artillerie lourde, des lance roquettes multiples, des missiles sol-air SAM pour lancer des attaques massives conventionnelles et tenter de rompre les défenses marocaines. Après la bataille de Lemseyed en juin 1983, les Sahraouis lancent en septembre une attaque d'envergure pour tenter de rompre le mur dans la région de Smara, en déployant cinq bataillons d'infanterie motorisée, quatre-vingt chars et des lance roquettes multiples. S'ils parviennent à détruire certains points d'appui, le résultat demeure à l'avantage des Marocains et le mur tient.

Malgré le coût humain et financier induit par la construction des "murs", Hassan II réussit à reprendre l'avantage sur le Front Polisario, et à mener à l'intérieur des territoires ainsi récupérés une politique active en vue d'un éventuel référendum. Organisant des élections, nommant des sympathisants sahraouis au régime, le roi va parallèlement conduire une occupation militaire très sévère, multipliant les contrôles et les arrestations. Il met donc en place une véritable politique de la carotte et du bâton, articulée autour de la répression et des programmes de développement. Les autorités marocaines peuvent ainsi se vanter d'avoir investi plus de quatre milliards de francs au "Sahara marocain" vers le milieu de l'année 1984²⁰. Toujours en vue du référendum, Hassan II va également initier un mouvement de peuplement du Sahara par des Marocains pour remplacer les Sahraouis réfugiés en Algérie. Un important flux migratoire se développe alors en provenance des régions du sud marocain habitées par des Sahraouis. Ce sont également des fonctionnaires et de la main d'œuvre qualifiée du nord du pays qui vont s'installer, voyant en El Aioun une "ville pionnier". Ces mouvements ont parfois été comparés aux migrations juives en

²⁰ Journal Le Monde, 24-25 juin 1984.

Palestine, quoique l'enracinement fut plus artificiel car à but d'enrichissement personnel sur une courte période.

La stratégie des "murs" adoptée par Hassan II présente donc un intérêt certain dans le cadre de la lutte contre un mouvement puissant de guérilla en milieu désertique. S'il a pu trouver au travers de cette stratégie des solutions efficaces aux nombreux problèmes qui lui étaient posés, il n' en reste pas moins vrai que, plus qu'une résolution définitive du conflit, la stratégie des "murs" en a fait une guerre d'usure comme le prouvent les évènements qui se sont succédés depuis 1985.

CONCLUSION

Les enjeux du conflit au Sahara Occidental tant sur le plan intérieur, régional qu'international ont été pour le Maroc un souci permanent entre 1975, juste avant le départ de l'Espagne, et 1985, date à laquelle le conflit a changé de visage avec entre autre, cinq ans plus tard, le déploiement d'une force d'interposition des Nations Unies, la MINURSO²¹.

De la guerre des sables avec l'Algérie en 1963 au conflit du Sahara Occidental commencé en 1975, il apparaît que le premier souci d'Hassan II a été de renforcer le Maroc face à ses voisins, à commencer par l'Algérie, de loin le plus puissant et le plus menaçant. Celle-ci a en effet fondé sa politique à la fois sur des principes et des intérêts nationaux : prônant le droit à l'autodétermination (fidèle en cela à sa propre histoire de libération nationale), elle a toujours agi dans la perspective d'éviter le développement d'un "grand Maroc".

Le second souci du roi a été de consolider son trône. Il s'est à l'évidence servi de la croisade au Sahara Occidental comme d'un stratagème politique destiné à restaurer le prestige et l'autorité de sa monarchie qui commençait sérieusement à s'érouler à l'intérieur du Maroc, tant auprès des partis politiques qu'au sein des forces armées royales. L'organisation de la "Marche verte" fut à ce titre une réalisation exemplaire dont les résultats ont sans nul doute dépassé les espérances du roi.

Pour faire front à l'ensemble de ces menaces, Hassan II prend appui, dans un jeu subtil et parfois conflictuel, sur l'ancienne puissance protectrice. Dans les périodes

de mécontentement ou de froid, il se tourne vers les Etats-Unis qui depuis 1945 apprécient la position stratégique du Maroc, à l'intersection de la Méditerranée et de l'Atlantique. Il n'hésite pas non plus à avoir recours au soutien de la France voire, dans une moindre mesure, à celui de ses partenaires latins, sans oublier par la suite la CEE.

Contre le Front Polisario enfin, il développe une stratégie novatrice pour tenter de venir à bout de ce mouvement de guérilla difficilement maîtrisable. Les murs permettent au Maroc de contrôler physiquement la majeure partie du territoire mais la solution n'est pourtant pas viable à long terme. Le coût en est en effet prohibitif pour un pays qui a du mal à décoller dans le domaine économique.

Durant les quinze années qui ont suivi cette période, les résolutions de l'ONU, de l'OUA ou encore du Parlement européen se sont succédées. Toutes rappellent le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Mais sur le terrain, peu de choses ont changé. L'espoir de voir enfin une issue au conflit avec la publication en 1990 d'un plan conjoint de l'ONU et de l'OUA pour l'organisation d'un référendum n'a toujours pas abouti et se heurte encore aujourd'hui aux revendications concernant la modification des critères de sélection des votants pour le référendum. La disparition en 1999 d'Hassan II et l'avènement de son fils, le roi Mohamed VI à la tête du Maroc constitueront peut-être le tournant tant espéré dans un conflit qui ne fait que s'enliser au fil des ans.

²¹ Mission des Nations Unies pour le Référendum au Sahara Occidental

ANNEXES

- 1. Carte générale du Sahara Occidental**
- 2. La construction des murs de sables**
- 3. Chronologie historique (1975 – 1985)**

CHRONOLOGIE HISTORIQUE

16 octobre 1975

Le roi Hassan II annonce l'organisation d'une "marche pacifique", la "Marche verte", de 350 000 personnes vers le Sahara Occidental, colonisé par l'Espagne, pour appuyer les revendications marocaines sur ce territoire.

6 novembre 1975

"Marche verte". Madrid accepte d'ouvrir une négociation.

11 novembre 1975

Négociations tripartites de Madrid (Maroc, Espagne, Mauritanie). L'accord intervenu est rendu public le 21 novembre. Madrid accepte de remettre à Rabat et à Nouakchott l'administration du territoire.

Dans les semaines qui suivent, les forces marocaines, dans un vaste mouvement tournant, entrent au Sahara Occidental et entreprennent de le contrôler. Les forces mauritaniennes occupent la Güera et remontent vers Dakhla. Le Polisario fait évacuer, avec l'aide algérienne, les populations civiles vers des camps installés d'abord à Guelta-Zemmour, puis au sud de Tindouf, en territoire algérien.

12 février 1976

Les forces armées royales marocaines prennent le contrôle de Mahbès, localité sahraouie proche de la frontière algérienne, choisie par le Polisario comme capitale provisoire.

27 février 1976

Proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), quelques heures après le départ des derniers soldats espagnols.

6 mars 1976

Alger reconnaît la RASD.

7 mars 1976

Rabat et Nouakchott rompent leurs relations diplomatiques avec Alger.

14 avril 1976

Rabat signe une convention avec Nouakchott consacrant le partage du Sahara Occidental entre les deux pays et fixant la frontière.

8 juin 1976

Le Front Polisario lance une colonne contre Nouakchott. Celle-ci est détruite en route par l'aviation française.

22 novembre 1976

Visite à Paris du roi Hassan II.

3 juin 1977

Elections législatives au Maroc. La politique du roi au Sahara Occidental fait l'objet d'un large consensus national.

10 juillet 1978

Un coup d'état militaire renverse le président Ould Daddah.

27 décembre 1978

Mort du président Boumediene.

1° janvier 1979

Déclenchement de l'offensive "Houari Boumediene" par les forces du Polisario. Le point culminant de cette offensive aura lieu le 28 janvier avec l'attaque de Tan-Tan, en territoire marocain incontesté.

7 février 1979

Le colonel Chadli accède à la présidence de la république algérienne.

20 juillet 1979

L'assemblée générale de l'OUA recommande l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara Occidental.

5 août 1979

La Mauritanie et le Front Polisario signent à Alger un accord de "paix définitive". Les forces mauritaniennes évacuent le territoire qu'elles occupaient à l'exception de la Güera. Le Maroc annexe immédiatement le Rio de Oro. Les forces marocaines subissent de très graves revers le 11 à Bir-Anzaran et le 14 à Lebouirate.

21 novembre 1979

L'assemblée générale des Nations Unies condamne l'occupation par le Maroc du Sahara Occidental et recommande à son tour l'autodétermination du territoire.

Août 1980

Début de la stratégie des "murs".

16 mars 1981

Rupture des relations diplomatiques entre Nouakchott et Rabat. Le Maroc est accusé d'être à l'origine d'une tentative avortée de coup d'état.

24 juin 1981

Au sommet annuel de l'OUA, à Nairobi, Hassan II accepte le principe d'un référendum d'autodétermination au Sahara Occidental.

24 août 1981

Un comité "ad hoc" de l'OUA à Nairobi définit les modalités d'un cessez-le-feu suivi d'un référendum.

30 novembre – 12 janvier 1981

Visite à Alger de François Mitterrand. Tout en reconnaissant le droit à l'autodétermination du peuple Sahraoui, le nouveau gouvernement français se veut neutre dans le conflit et poursuit ses fournitures d'armes à Rabat.

22 février 1982

La RASD est admise à l'OUA.

26 février 1983

Le président Chadli rencontre le roi Hassan II pour rechercher les bases d'un règlement du conflit du Sahara.

19 mars 1983

Le président Chadli et le président Bourguiba signent un traité de "fraternité et de concorde".

7 novembre 1983

Visite en France du président Chadli.

13 août 1984

Hassan II et le colonel Kadhafi signent un traité d'union entre les deux pays. Le chef de l'Etat libyen s'engage à ne plus fournir aucune aide au Polisario.

30 août 1984

Visite "privée" de François Mitterand au Maroc.

12 novembre 1984

Le Maroc quitte l'OUA au vingtième sommet, réuni à Addis-Abeba pour protester contre l'admission de la RASD.

27 novembre 1985

La Colombie est le soixante et unième pays à reconnaître la RASD (trente Etats africains, seize latino-américains, six océaniens et un européen).

BIBLIOGRAPHIE

Tony HODGES

Sahara Occidental (origines et enjeux d'une guerre des sables)
L'Harmattan.

Martine de FROBERVILLE

Sahara Occidental : la confiance perdue
L'Harmattan

Abdelkhaleq BERRAMDANE

Le Sahara Occidental : enjeu maghrébin
Karthala

Khadija MOHSEN-FINAN

Sahara Occidental : les enjeux d'un conflit régional
Presses du CNRS

COLLECTIF

Le Maroc
Revue Géopolitique (printemps 1997)

CF LARAQUI

La stratégie du mur mobile dans la guerre du Sahara marocain
Revue Bulletin ESGN (octobre 1986)

Antoni SEGURA I MAS

La question du Sahara dans la dynamique géopolitique du Maghreb
Revue Confluences Méditerranée (automne 1999)

Amir TAHERI

Entretien avec Abderrahmane YOUSOUFFI : "Maroc, le pari de
l'ouverture"
Revue Politique internationale (1999)

Luis MARTINEZ

Maghreb, une décennie perdue ?
Revue Politique internationale (1999)